

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/008094]

4 JULI 2024. — Beslissing van de WBE-Raad tot vaststelling van de bijlage van de huishoudelijke reglementen van de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap om er de procedure voor het melden van (cyber)pesten in te voegen

De WBE-Raad,

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van Inrichtende Macht voor het Onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 2, § 1, derde lid en artikel 11, § 3, 3°;

Gelet op het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

Gelet op het Wetboek voor het onderwijs, inzonderheid op artikelen 1.5.1-9 en 1.7.10-4;

Gelet op het advies van de vakverenigingen die zitting hebben in het Centraal Overlegcomité, gegeven op 24 juni 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Regeringscommissarissen van 4 juli 2024;

Overwegende dat de procedure bedoeld in artikel 1.7.10-4 van het Wetboek voor het onderwijs dient te worden vermeld in het huishoudelijk reglement;

Overwegende dat diezelfde procedure in werking moet treden vanaf het schooljaar 2024-2025;

Beslist:

Artikel 1. De procedure voor het interne melden op school voor de behandeling van (cyber)pesten waarvan het model wordt opgenomen in bijlage 1 is een bijlage bij het huishoudelijk reglement van elke inrichting voor gespecialiseerd onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Deze beslissing treedt in werking vanaf het schooljaar 2024-2025.

Brussel, 4 juli 2024.

Administrateur-generaal van "Wallonie-Bruxelles Enseignement"

J. NICAISE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204687]

25 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, et créant un Conseil wallon de lutte contre le racisme (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Création du Conseil wallon de lutte contre le racisme*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est institué un Conseil wallon de lutte contre le racisme, ci-après dénommé « le Conseil ». Le Conseil est institué au sein du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, ci-après dénommé « CESE ».

§ 2. Le Conseil a pour but de contribuer à l'élimination de toute discrimination directe ou indirecte vis-à-vis des personnes en raison de leur prétendue race, couleur de peau, nationalité, ascendance et origine nationale ou ethnique.

Section 1^e. — Missions

Art. 2. Le Conseil :

1° formule des avis et des recommandations sur toute question relative aux discriminations liées aux critères dits « raciaux » en tenant compte de la dimension intersectionnelle de la problématique;

2° propose les moyens à mettre en oeuvre pour accomplir cette mission;

3° rend des avis sur les mesures décrétales ou réglementaires;

4° suit la thématique de lutte contre le racisme et ses avancées initiées par les autres niveaux de pouvoir et l'activité des Conseils consultatifs similaires.

Concernant le 1°, les critères dits « raciaux » sont ceux basés sur la prétendue race, la couleur de peau, la nationalité, l'ascendance ainsi que l'origine nationale ou ethnique. La dimension intersectionnelle vise le cas dans lequel différents critères de discrimination interagissent et deviennent inséparables par l'interaction avec un contexte particulier, rendant une personne plus vulnérable que d'autres dans le même contexte.

Art. 3. Le Conseil travaille soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement wallon ou d'un de ses membres, soit à la demande du CESE.

Section 2. — Composition

Art. 4. § 1^{er}. Le Conseil est composé de vingt-deux membres effectifs et vingt-deux membres suppléants à savoir :

1° six membres effectifs et six membres suppléants proposés par le CESE, dont la moitié représente les organisations représentatives des travailleurs et l'autre moitié les organisations représentatives des employeurs, ou des classes moyennes et des employeurs du non-marchand;

2° onze membres effectifs et onze membres suppléants provenant d'organisations pertinentes de la société civile anti-raciste proposés par le ministre en charge de l'Égalité des chances;

3° un membre effectif et un membre suppléant représentant le Conseil wallon de l'égalité entre les hommes et les femmes;

4° un membre effectif et un membre suppléant représentant le Conseil wallon des personnes en situation de handicap;

5° un membre effectif et un membre suppléant proposé par Unia sont invités à faire partie du Conseil;

6° deux membres effectifs et deux membres suppléants provenant du corps académique d'université belge francophone dont le domaine d'expertise est en lien avec la problématique, proposé par le ministre en charge de l'Égalité des Chances, sont invités à faire partie du Conseil.

§ 2. Tous les membres du Conseil sont mandatés par l'organisation qu'ils représentent et disposent d'une voix délibérative.

Art. 5. Le Gouvernement désigne le Président et le Vice-président du Conseil parmi ses membres effectifs dans le respect d'une représentativité de chaque sexe. Leur mandat prend fin avec leur mandat de membre du Conseil.

Section 3. — Fonctionnement

Art. 6. Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement wallon ou son délégué.

Art. 7. Le Conseil constitue en son sein un bureau. Il est composé de cinq membres au minimum et neuf membres au maximum choisis parmi les membres effectifs. Le Président et le Vice-président du Conseil en sont membres de droit et en assument la présidence et la vice-présidence.

Le bureau assure la préparation et le suivi des réunions du Conseil et exécute les missions qui lui sont confiées par celui-ci.

Art. 8. Le Conseil peut faire appel à des experts et mettre en place des groupes de travail, et ce dans les conditions fixées dans le règlement d'ordre intérieur.

Art. 9. Les frais de fonctionnement du Conseil font l'objet d'une dotation complémentaire spécifique au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie.

Section 4. — Secrétariat

Art. 10. Selon les besoins du Conseil, un secrétaire permanent à temps plein minimum et un secrétaire adjoint sont désignés au sein du personnel du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, et par celui-ci. Ils ont pour mission de préparer les réunions et les travaux du Conseil wallon de lutte contre le racisme.

CHAPITRE 2. — Dispositions modificatives et finales

Art. 11. L'article 1^{er}, 2°, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, remplacé par le décret du 16 février 2017, est complété par un *u*) rédigé comme suit :

« *u*) Conseil wallon de lutte contre le racisme. ».

Art. 12. Le Conseil est soumis au décret du 27 mars 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement wallon, 1660 (2023-2024) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 avril 2024.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/204687]

25. APRIL 2024 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion und zur Errichtung eines Wallonischen Rates zur Bekämpfung von Rassismus (Conseil wallon de lutte contre le racisme) (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — Errichtung des Wallonischen Rates zur Bekämpfung von Rassismus

Artikel 1 - § 1. Es wird ein Wallonischer Rat zur Bekämpfung von Rassismus, nachstehend "der Rat" genannt, eingerichtet. Der Rat wird innerhalb des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie eingerichtet.

§ 2. Ziel des Rates ist es, zur Beseitigung jeder unmittelbaren oder mittelbaren Diskriminierung von Personen aufgrund ihrer angeblichen Rasse, Hautfarbe, Nationalität, Abstammung und nationalen oder ethnischen Herkunft beizutragen.

Abschnitt 1 — Aufgaben

Art. 2 - Der Rat:

1° formuliert Stellungnahmen und Empfehlungen zu allen Fragen im Zusammenhang mit Diskriminierungen aus sogenannten "Rassenkriterien" und berücksichtigt dabei die intersektionale Dimension der Problematik;

2° schlägt die Mittel vor, die zur Erfüllung dieser Aufgabe eingesetzt werden sollen;

3° gibt Stellungnahmen zu Dekret- oder Verordnungsmaßnahmen ab;

4° verfolgt die Thematik der Bekämpfung von Rassismus und ihre Fortschritte, die von anderen Regierungsebenen initiiert wurden, sowie die Aktivität ähnlicher Beiräte.

In Bezug auf Ziffer 1 sind sogenannte "Rassenkriterien" solche, die auf der angeblichen Rasse, der Hautfarbe, der Nationalität, der Abstammung sowie der nationalen oder ethnischen Herkunft beruhen. Die intersektionale Dimension bezieht sich auf den Fall, dass verschiedene Diskriminierungskriterien zusammenwirken und durch die Interaktion mit einem bestimmten Kontext untrennbar miteinander verbunden werden, wodurch eine Person im gleichen Kontext schutzbedürftiger wird als andere.

Art. 3 - Der Rat wird entweder aus eigener Initiative, auf Antrag der Wallonischen Regierung oder eines seiner Mitglieder, oder auf Antrag des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie tätig.

Abschnitt 2 — Zusammensetzung

Art. 4 - § 1. Der Rat besteht aus zweiundzwanzig effektiven Mitgliedern und zweiundzwanzig stellvertretenden Mitgliedern:

1° sechs effektiven Mitgliedern und sechs stellvertretenden Mitgliedern, die vom Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie vorgeschlagen werden, wobei die eine Hälfte die repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen und die andere Hälfte die repräsentativen Arbeitgeberorganisationen bzw. die Organisationen des Mittelstands und der Arbeitgeber im nichtkommerziellen Sektor vertritt;

2° elf effektiven Mitgliedern und elf stellvertretenden Mitgliedern aus relevanten Organisationen der antirassistischen Zivilgesellschaft, die vom Minister für Chancengleichheit vorgeschlagen werden;

3° einem effektiven Mitglied und einem stellvertretenden Mitglied, die den Wallonischen Rat für die Gleichstellung von Mann und Frau vertreten;

4° einem effektiven Mitglied und einem stellvertretenden Mitglied, die den Wallonischen Rat für Menschen mit Behinderungen vertreten;

5° ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied, die von Unia vorgeschlagen werden, werden eingeladen, dem Rat anzugehören;

6° zwei effektive Mitglieder und zwei stellvertretende Mitglieder aus der akademischen Gemeinschaft französischsprachiger belgischer Universitäten, deren Fachgebiet mit der Problematik in Zusammenhang steht, die vom Minister für Chancengleichheit vorgeschlagen werden, werden eingeladen, dem Rat anzugehören.

§ 2. Alle Ratsmitglieder sind von der Organisation, die sie vertreten, bevollmächtigt und haben eine beschließende Stimme.

Art. 5 - Die Regierung benennt den Vorsitzenden und den Vizevorsitzenden des Rates aus seinen effektiven Mitgliedern unter Beachtung einer Repräsentativität für jedes Geschlecht. Ihre Amtszeit endet mit ihrer Amtszeit als Ratsmitglied.

Abschnitt 3 — Arbeitsweise

Art. 6 - Der Rat bestimmt seine Geschäftsordnung, die er der Wallonischen Regierung oder ihrem Beauftragten zur Zustimmung vorlegt.

Art. 7 - Der Rat bildet unter seinen Mitgliedern ein Präsidium. Es besteht aus mindestens fünf und höchstens neun Mitgliedern, die aus den effektiven Mitgliedern ausgewählt werden. Der Vorsitzende und der Vizevorsitzende des Rates sind von Amts wegen Mitglieder dieses Präsidiums und führen dessen Vorsitz und Vizevorsitz.

Das Präsidium sorgt für die Vor- und Nachbereitung der Ratssitzungen und führt die Aufgaben aus, die ihm vom Rat zugewiesen werden.

Art. 8 - Der Rat kann Experten hinzuziehen und Arbeitsgruppen einrichten, und zwar unter den in der Geschäftsordnung festgelegten Bedingungen.

Art. 9 - Die Betriebskosten des Rates sind Gegenstand einer speziellen zusätzlichen Dotation an den Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie.

Abschnitt 4 — Sekretariat

Art. 10 - Je nach Bedarf des Rates werden aus dem Personal des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie und von diesem selbst ein ständiger Sekretär mit mindestens einer Vollzeitstelle und ein beigeordneter Sekretär benannt. Ihre Aufgabe ist es, die Sitzungen und die Arbeit des Wallonischen Rates zur Bekämpfung von Rassismus vorzubereiten.

KAPITEL 2 — Abänderungs- und Schlussbestimmungen

Art. 11 - Artikel 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, ersetzt durch das Dekret vom 16. Februar 2017, wird durch Buchstabe u mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“u) “Conseil wallon de lutte contre le racisme” (Wallonischer Rat zur Bekämpfung von Rassismus).”.

Art. 12 - Der Rat unterliegt dem Dekret vom 27. März 2014 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Männern und Frauen in den Beratungsorganen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. April 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Fußnote

(1) *Sitzung 2023-2024*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1660 (2023-2024) Nr. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 24. April 2024.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/204687]

25 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, en tot oprichting van een “Conseil wallon de lutte contre le racisme” (Waalse Raad voor Racismebestrijding) (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Oprichting van de “Conseil wallon de lutte contre le racisme” (Waalse Raad voor Racismebestrijding)*

Artikel 1. § 1. Er wordt een “Conseil wallon de lutte contre le racisme” (Waalse Raad voor Racismebestrijding) opgericht, hierna “de Raad” genoemd. De Raad is opgericht binnen de Economische, sociaal en Milieuraad van Wallonië, hierna “CESE” genoemd.

§ 2. Het doel van de Raad is bij te dragen aan de uitbanning van elke vorm van directe of indirecte discriminatie van mensen op grond van hun vermeende ras, huidskleur, nationaliteit, afkomst of nationale of etnische herkomst.

Afdeling 1. — Opdrachten

Art. 2. De Raad:

1° formuleert adviezen en aanbevelingen over elke vraag met betrekking tot discriminatie in verband met zogenaamde “raciale” criteria, rekening houdend met de intersectionele dimensie van het probleem;

2° stelt de middelen voor die moeten ingezet worden om deze taak te bereiken;

3° brengt adviezen uit over decretale of reglementaire maatregelen;

4° volgt het thema van de strijd tegen racisme en de vooruitgang die wordt geboekt door andere overheidsniveaus en de activiteiten van soortgelijke Adviesraden.

Met betrekking tot 1°, zijn de zogenaamde "raciale" criteria de criteria gebaseerd op vermeend ras, huidskleur, nationaliteit, afkomst en nationale of etnische herkomst. De intersectionele dimensie richt zich op het geval waarin verschillende criteria van discriminatie op elkaar inwerken en onafscheidelijk worden door interactie met een bepaalde context, waardoor de ene persoon kwetsbaarder wordt dan de andere in dezelfde context.

Art. 3. De Raad werkt op eigen initiatief, op verzoek van de Waalse Regering of van één van haar leden, of op verzoek van de "CESE".

Afdeling 2. — Samenstelling

Art. 4. § 1. De Raad bestaat uit tweeëntwintig gewone leden en tweeëntwintig plaatsvervangende leden, namelijk:

1° zes gewone leden en zes plaatsvervangende leden voorgedragen door de "CESE", waarvan de helft de representatieve organisatie van werknemers vertegenwoordigt en de helft de representatieve organisaties van werkgevers vertegenwoordigt, of de middenklasse en werkgevers in de niet-commerciële sector;

2° elf gewone leden en elf plaatsvervangende leden van relevante antiracistische maatschappelijke organisaties op voordracht van de Minister voor Gelijke Kansen;

3° een gewoon lid en een plaatsvervangend lid die de "Conseil wallon de l'égalité entre les hommes et les femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen) vertegenwoordigen;

4° een gewoon lid en een plaatsvervangend lid die de "Conseil wallon des personnes en situation de handicap" (Waalse adviesraad voor gehandicapte personen) vertegenwoordigen;

5° één gewoon lid en één plaatsvervangend lid, voorgedragen door Unia, worden verzocht om deel uit te maken van de Raad;

6° twee gewone leden en twee plaatsvervangende leden van het academisch corps van een Franstalige Belgische universiteit wiens vakgebied verband houdt met de problematiek, voorgedragen door de Minister van Gelijke Kansen, worden verzocht om deel uit te maken van de Raad.

§ 2. Alle leden van de Raad zijn gemandateerd door de organisatie die ze vertegenwoordigen en zijn stemgerechtigd.

Art. 5. De Regering wijst de Voorzitter en de Ondervoorzitter van de Raad aan uit de gewone leden, met inachtneming van de representativiteit van elk geslacht. Hun mandaat eindigt met hun mandaat als lid van de Raad.

Afdeling 3. — Werking

Art. 6. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt dit ter goedkeuring voor aan de Waalse Regering of haar afgevaardigde.

Art. 7. De Raad richt in zijn midden een bureau op. Het bestaat uit minstens vijf leden en hoogstens negen leden die onder de gewone leden worden gekozen. De Voorzitter en Ondervoorzitter van de Raad zijn er van rechtswege lid en nemen er het voorzitterschap en ondervoorzitterschap van waar.

Het bureau staat in voor de voorbereiding en de opvolging van de vergaderingen van de Raad en vervult de opdrachten die de Raad hem toevertrouwt.

Art. 8. Het bestuur kan een beroep doen op deskundigen en werkgroepen oprichten onder de voorwaarden die zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement.

Art. 9. De werkingskosten van de Raad zijn het voorwerp van een bijkomende dotatie die specifiek bestemd is voor de Economische, sociaal en Milieuraad van Wallonië.

Afdeling 4. — Secretariaat

Art. 10. Afhankelijk van de behoeften van de Raad worden er binnen het personeel van de Economische, sociaal en Milieuraad van Wallonië en door deze een minimum voltijdse vaste secretaris en een adjunct-secretaris aangesteld. Hun opdracht bestaat erin de vergaderingen en het werk van de Waalse Raad voor Racismebestrijding voor te bereiden.

HOOFDSTUK 2. — Wijzigings- en slotbepalingen

Art. 11. Artikel 1, 2°, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, vervangen bij het decreet van 16 februari 2017, wordt aangevuld met een u) luidend als volgt:

"u) "Conseil wallon de lutte contre le racisme" (Waalse Raad voor Racismebestrijding).".

Art. 12. De Raad is onderworpen aan het decreet van 27 maart 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen binnen de adviesorganen;

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT
De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Waalse Parlement 1660 (2023-2024) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/008747]

4 JUILLET 2024. — Arrêté 2024/482 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87 § 3 modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 6 janvier 2014 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79 § 1^{er} ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1^o ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant les échelles de traitement des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le... ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le... ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du... ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation de la personne handicapée du... ;

Vu le protocole n° 2024/ du du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

CHAPITRE II — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 2. A l'article 55 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er} les concours d'accèsion au niveau supérieur sont organisés par le fonctionnaire dirigeant selon les modalités fixées par le Collège ».

2^o Le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 61, alinéa 2 du même arrêté, les mots « Secrétaire permanent au recrutement » sont remplacés par les mots « Fonctionnaire dirigeant ».

CHAPITRE III — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 4. L'annexe I de l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, remplacée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 octobre 2018 est remplacée par l'annexe I du présent arrêté.